

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 08/03/2018 au 14/03/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Le Ministre de l'Economie mexicain, Ildefonso Guajardo, a annoncé que le 8^{ème} round de négociations de l'ALENA aurait lieu à partir du 8 avril à Washington. Il a ajouté que des réunions ministérielles se tiendraient avant cette ronde afin d'accélérer le processus. Le chef des négociations techniques mexicain, Kenneth Smith Ramos, estime que 7 nouveaux chapitres pourraient être conclus, ce qui portait à 13 chapitres négociés sur 30.

Donald Trump s'est rendu, ce mardi 13 mars, en visite à San Diego en Californie pour superviser 8 prototypes de murs frontaliers. Lors de sa première visite officielle en Californie depuis son élection, Donald Trump est arrivé dans un contexte tendu. En tant que bastion démocrate, la Californie s'oppose fermement à la politique migratoire du président américain et nombre de manifestants s'étaient réunis pour le lui faire savoir.

Economie

Jeudi 8 mars, 11 pays (dont le Mexique) ont signé le nouvel Accord Transpacifique (TPP-11). Cela permettra au Mexique d'avoir accès à 6 nouveaux marchés (Australie, Brunei, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Singapour et Vietnam), soit 155 millions de consommateurs potentiels. Par ailleurs, 6 autres pays (Indonésie, Philippines, Colombie, Costa Rica, Royaume-Uni et Taiwan) ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt à rejoindre le pacte.

L'OCDE revoit ses prévisions de croissance pour le Mexique à la hausse. L'organisation estime que la croissance du PIB mexicain devrait atteindre 2,5% en 2018 et 2,8% en 2019 (contre 2,2% et 2,3% estimés en novembre dernier). Toutefois, l'OCDE explique que ces améliorations des projections de croissance sont conditionnées par un scénario dans lequel les politiques commerciales entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis demeurent inchangées. En somme une sortie de l'ALENA remettrait en cause les prévisions annoncées par l'OCDE. Par ailleurs, dans son rapport « Priorités Stratégiques pour le Mexique », l'OCDE explique que le pays devra mettre en place une deuxième vague de réformes, complémentaires aux premières, dans des domaines clés tels que le renforcement de institutions et de l'Etat de Droit, la mise en pratique du Système Anticorruption au niveau national, la transparence du système judiciaire ou encore la lutte contre l'insécurité.

En mars 2018, le peso mexicain est devenu la devise la plus volatile du monde, supérant le rand sud-africain pour la 1^{ère} fois en 4 ans. Cela est principalement dû à la politique commerciale de Donald Trump : incertitudes liées à la renégociation de l'ALENA, mais aussi menace de mise en application de droits de douane sur l'acier et l'aluminium. En effet, le Mexique fait partie des pays qui seraient le plus impactés par une guerre commerciale avec les Etats-Unis en raison de l'ampleur des échanges entre les deux pays.

Le taux d'emploi de février 2018 atteint des records : 6,7% de plus qu'en février 2017 et 52% de plus que la moyenne des 10 dernières années. Près de 165 000 emplois ont été créés durant ce deuxième mois de l'année dont 75% à durée indéterminée (Institut Mexicain de Sécurité Sociale). Cette augmentation a été impulsée par les secteurs des transports et de la communication (+7,4% g.a), de la construction (+6,9% g.a) et agricole (+6,7%).

En janvier 2018, le déficit de la balance commerciale de biens du Mexique atteint 4,4 Mds USD, 27% de plus qu'en janvier 2017 et 34% de plus qu'en janvier 2016. A la fin de l'année 2017, le solde de la balance commerciale de marchandises s'était pourtant considérablement amélioré (excédent de 399 MUSD en novembre 2017 et léger déficit de 157 MUSD en décembre 2017). Toutefois, le premier mois de l'année 2018 a enregistré une forte chute de ses exportations passant de 35,8 Mds USD en décembre 2017 à 30,7 Mds USD en janvier 2018.

Le Mexique pourrait devenir la 6^{ème} puissance automobile en 2018. Actuellement au 7^{ème} rang mondial en termes de production automobile, le Mexique affiche un dynamisme croissant dans ce secteur. En 2017, le pays a produit plus de 4 millions de véhicules, une production en croissance de 13%, soit la 2^{ème} meilleure croissance du top 10 des producteurs

*Taux de change au 14 mars 2018 : 1 USD = 18,58 MXN

automobiles après le Brésil. L'association mexicaine de l'industrie automobile (AMIA) estime que d'ici à 2020, le Mexique pourrait atteindre une production supérieure à 5,2 millions de véhicules légers.

Le secteur touristique mexicain a commencé l'année 2018 avec sa plus forte croissance en 6 ans. En janvier, le pays a reçu près de 3,4 millions de visiteurs, soit 12,7% de plus qu'en janvier de l'année précédente. Toutefois, ces touristes ont dépensé 1,9 Mds USD, ce qui ne représente qu'une hausse interannuelle de 0,7%. Plus de touristes certes mais qui dépensent moins : les dépenses moyennes des visiteurs ont chuté de 10,4% en un an passant de 582,6 à 521,8 USD/personne en moyenne.

L'activité industrielle enregistre une baisse interannuelle de 0,3% en ce début d'année 2018 (INEGI). Ce résultat est principalement dû à la contraction de l'activité minière (-5,1% g.a) et de l'industrie manufacturière (-0,1% g.a). Au contraire, le secteur de la construction affiche une augmentation interannuelle de 2,6% et le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau une hausse interannuelle de 1,6%.

Finances publiques

Le gouvernement mexicain a commencé l'année 2018 avec des excédents de recettes (différence entre les recettes obtenues et les recettes estimées) en hausse de 325% par rapport au mois de janvier 2017. En janvier 2018, les recettes ont atteint 466 Mds de pesos (25 Mds USD*), soit 73 Mds MXN (3,9 Mds USD) de plus que les prévisions attendues pour ce mois-ci. Selon les spécialistes, cet excédent proviendrait de l'augmentation des prix du pétrole.

La presse pointe les dépenses élevées et le manque d'efficacité du pouvoir législatif mexicain. Le pays dépense 10,5 fois plus pour ses sénateurs et députés que le Texas donc le PIB est 50% plus élevé alors qu'un parlementaire texan participe qu'14,5 fois plus au PIB de son Etat que leurs homologues mexicains.

Entreprises et grands contrats

Le Ministre de la Communication et des Transports mexicain, Gerardo Ruiz Esparza, a annoncé que la Fibra E allait financer la construction du nouvel aéroport à hauteur de 2,5 Mds USD. Cette somme vient s'ajouter aux 6 Mds USD déjà trouvés, permettant ainsi d'atteindre les 8,5 Mds USD nécessaires au projet.

Google Station annonce vouloir offrir une connexion wifi gratuite et rapide dans les lieux les plus fréquentés du pays, tels que les gares, aéroports, centres commerciaux, etc. De cette manière, le Mexique serait le 3^{ème} pays dans lequel Google Station opèrera (après l'Inde et l'Indonésie), et le 1^{er} d'Amérique Latine. Ce projet s'inscrit dans la volonté de Google de connecter le plus de monde possible à internet. A ce jour, même si le Mexique a connu de grandes avancées en la matière, 27% de la population n'a aucun accès à internet.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 07/03/2018
Bourse (IPC)	+1,04%	+2,27%	48 156,44
Risque pays (EMBI+Mx)	+2,17%	-11,3%	188
Taux de change USD/Peso	-1,12%	-5,45%	18,58
Taux de change Euro/Peso	-1,33%	+10,10%	23,01
Prix du baril de pétrole (USD)	-0,78%	+32,01%	54,46

*Taux de change au 14 mars 2018 : 1 USD = 18,58 MXN

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

La Banque Centrale a signé un crédit d'appui à la balance des paiements de 1 Md USD, avec le Fonds de Réserve Latino-Américain (FLAR). Le prêt est d'une durée de 3 ans avec un an de grâce. Les ressources entrant dans le pays seront destinées à renforcer les positions des réserves internationales et à contribuer à maintenir la stabilité macroéconomique du pays.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

Le Guatemala enregistre une inflation interannuelle de 4,1% en février 2018. L'indice des prix pour le consommateur affiche une variation mensuelle de -0,20% principalement due à la baisse des prix des aliments (-0,81% g.m).

Peugeot, représenté par le concessionnaire Auto Europa, lance une nouvelle gamme de véhicules au Guatemala : les modèles SUV 2008 et 3008. Auto Europa fait partie du « Grupo Tecun » (troisième groupe automobile le plus important du pays). La distribution de Peugeot débute en 1998 dans le pays mais le groupe a rencontré ces dernières années de sérieuses difficultés à se positionner sur un marché domestique très concurrentiel (les meilleures années, les ventes atteignaient jusqu'à 90 véhicules/mois). Le concessionnaire Auto Europa espère désormais relancer les ventes d'automobiles Peugeot au Guatemala.

Le Guatemala souffre encore de fortes carences en infrastructures qui handicapent le développement du commerce selon le Secrétariat d'Intégration Economique Centraméricaine. La région centraméricaine compte 20 aéroports, 34 ports maritimes et 19 postes frontaliers. Sur cet ensemble, le Guatemala (pourtant pays le plus peuplé de la région) ne possède que 2 aéroports internationaux et son réseau routier est très détérioré. Cette situation a un impact sur les consommateurs en termes de surcoûts qui peuvent représenter jusqu'à 50% du coût total d'un produit.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

Le PIB du Honduras a augmenté de 4,8% en 2017, soit sa croissance la plus importante depuis 2007. L'intermédiation financière et l'administration publique sont les secteurs qui y ont le plus contribué avec une croissance annuelle de 5% chacun. Par ailleurs, la Banque Centrale prévoit une croissance économique de 3,8 à 4,2% pour 2018 et que l'inflation se maintiendrait entre 3 et 5%, c'est-à-dire dans sa cible de tolérance.

L'année dernière, le Honduras a reçu 2,3 millions de touristes étrangers. Ces derniers ont dépensé près de 715 MUSD, 3% de plus qu'en 2016.

En 2017, les exportations minières honduriennes ont atteint 183 MUSD, une hausse de 17% par rapport à 2016. Les exportations d'or ont augmenté de 4,9% en volume et de 1% en valeur et les exportations de zinc de 19,8% en volume et de 48,4% en valeur.

L'Operadora Portuaria Centroamericana (OPC), l'entreprise concessionnaire de Puerto Cortes au Honduras, a investi 245 MUSD pour agrandir le port. Au total, 100 MUSD ont déjà été investis. OPC gère l'unique port de la zone CA-4 qui bénéficie de la certification « conteneur sûr » (CSI) permettant aux conteneurs d'être pré-vérifiés avant d'entrer dans un port aux Etats-Unis afin de réduire le risque de fraude et d'augmenter la fluidité du trafic portuaire. En 2017, 650 000 conteneurs sont passés par Puerto Cortes, un chiffre en constante augmentation au cours de 10 dernières années (572 mille en 2008).

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

En février 2018, le Nicaragua affiche un taux d'inflation interannuel de 4,8%, soit une augmentation de 1,13 pp par rapport à février 2017. L'indice des prix pour le consommateur enregistre une variation mensuelle de +0,22% qui s'explique principalement par la hausse des prix des biens et services dans le domaine de l'éducation (+5,28% g.m) et de ceux du secteur de la santé (+1,12% g.m).

*Taux de change au 14 mars 2018 : 1 USD = 18,58 MXN

Au Nicaragua, le Ministère du Travail décide d'augmenter de 10,4% le salaire minimum qui s'établira entre 235 et 287 USD/mois selon les secteurs. Cette mesure s'appliquera en deux temps : une première hausse de 5,2% à partir de mars et une seconde de 5,2% également à partir de septembre. Par ailleurs, la Banque Centrale du pays a informé qu'en février 2018, le taux d'emplois formels a augmenté de 2,4% par rapport au mois précédent.

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

Le gouvernement panaméen crée le Conseil de Liquidité d'Etat (COLE) afin d'encourager les bonnes pratiques dans la gestion de la liquidité de l'Etat. Le COLE sera rattaché au ministère de l'Economie et des Finances et consistera en un groupe consultatif dont l'objectif sera de favoriser le dialogue interinstitutionnel. Le Conseil sera composé de toutes les autorités, institutions financières et non financières ainsi que des ministères disposant de fonds liquides qui font partie des actifs de l'Etat. Enfin, le COLE émettra des recommandations - non contraignantes - aux entités pour parvenir à une meilleure gestion des ressources de l'Etat et optimiser leur performance.

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

L'Union Européenne modifie sa liste de paradis fiscaux. A l'issue du délai de grâce accordé aux Etats et Territoires ayant subi les ouragans en 2017, deux Etats caribéens ont été inclus dans la liste noire : Saint Christophe et Nieves et les Bahamas. Dans le même temps, le Conseil Européen a retiré Sainte Lucie de cette liste. Anguilla, les Iles Vierges Britanniques, la Dominique et Antigua et Barbuda font leur entrée sur la liste grise de juridictions qui se sont engagées à réviser leurs normes. Après ces derniers changements, la liste noire contient 9 Etats et juridictions non coopératives, dont Trinité et Tobago, alors que la liste grise est composée de 62 pays.

Barbade

2016 – PIB : 4,6 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Les déboires budgétaires ont nui à la croissance en 2017, qui est estimée à 1%. Les mesures d'austérité visant à réduire le déficit budgétaire ont été un frein à la croissance et ont contribué à la détérioration des réserves. Dans le cadre du plan d'austérité de 542 MUSD, l'augmentation de 2 à 10 % du prélèvement de responsabilité sociale (sur les produits locaux destinés au marché local ainsi que sur la valeur des produits importés) aurait dû rapporter 218 MUSD en recettes fiscales entre avril et décembre 2017 mais le montant atteint n'a été que de 97 M USD. Cela s'est accompagné de l'introduction d'une taxe de 2% sur les opérations de change et d'une hausse de la taxe sur le carburant. Alors que le gouvernement avait prévu une réduction de 82 MUSD des dépenses, elles ont augmenté de 57 MUSD sur la période. Par ailleurs, les réserves de change ont baissé de 246 MUSD en 2016 et de 274 MUSD en 2017. Les coûts des opérations gouvernementales ont dépassé les recettes de 288 MUSD (environ 6% du PIB) et les prêts de la Banque Centrale au secteur public ont augmenté de 372 MUSD au cours de l'année.

Le parlement a été dissout, conformément à la Constitution, mais la date des élections est toujours inconnue. Elles devraient avoir lieu en juin 2018. Cette incertitude concernant la date des prochaines élections a généré une certaine inquiétude, ce qui a notamment entravé les opportunités d'investissement. En effet, le Président de Republic Bank a déclaré que des investisseurs potentiels se sont retirés alors qu'ils attendaient l'appel pour une date précise pour les prochaines élections générales.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

Le programme du FMI, Stand-By Arrangement (SBA), reste sur la bonne voie. Tous les critères de performance quantitatifs et les repères structurels pour la période d'examen, terminant en décembre 2017, ont été respectés. Les réserves internationales non empruntées ont largement dépassé l'objectif du programme et les recettes fiscales pour l'exercice financier 2017/18 ont été supérieures à l'objectif du budget. En revanche, le Fonds signale qu'en dépit des progrès considérables réalisés au niveau des politiques macroéconomiques, les résultats sociaux et la croissance demeurent décevants, avec +0,9% en moyenne depuis le début des réformes. Le FMI estime qu'il est crucial pour le gouvernement de réduire la masse salariale afin de redéfinir les priorités de dépenses vers des projets porteurs de croissance, mais cela nécessitera plus que le gel des salaires. La mission a conclu un accord préliminaire avec les autorités sur un ensemble de mesures visant à achever la troisième revue au titre du SBA. L'examen par le Conseil

*Taux de change au 14 mars 2018 : 1 USD = 18,58 MXN

d'Administration du FMI est provisoirement prévu pour avril 2018. Une fois approuvé, un montant supplémentaire de 233 MUSD sera mis à la disposition de la Jamaïque, portant le crédit total accessible à environ 1,033 Md USD.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

En février 2018, la République Dominicaine a enregistré un taux d'inflation interannuel de 3,3%. L'indice des prix pour le consommateur affiche une légère variation de -0,11% par rapport au mois précédent. Le comportement de l'IPC s'explique par une baisse des prix des aliments et boissons non alcooliques (-0,64% g.m) et des logements (-0,63% g.m). Au contraire, les boissons alcooliques et le tabac ont vu leurs prix augmenter (+1,08% g.m).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 14 mars 2018 : 1 USD = 18,58 MXN